statut cité que parce qu'ils étaient convaincus que sans ce statut aucun Juif n'aurait ce droit. Qu'effectivement il était bien connu qu'avant que les Juifs aient été chassés de l'Angleterre, ils n'avaient jamais joui des droits de citoyen, qu'ils avaient toujours été regardés comme la propriété du Roi, qui avait le droit de les emprisonner et de les vendre en gros et en détail, qu'ils avaient été rappelés par Olivier Cromwell, qu'il ne leur avait été donné aucun nouveau privilège, et qu'ils étaient demeurés à la discrétion du Roi, qu'on avait essayé une fois de les mettre sur un pied plus avantageux par un acte du Parlement, mais que cet acte n'avait pu durer que quelques mois. Que leur condition n'était pas meilleure dans les autres pays chrétiens, que nulle part on ne leur accordoit le droit de citoyen, et que ce n'était pas leur faire une injustice, parcequ'ils ne voulaient être eux-mêmes citoyens d'aucun pays.

“ Qu'ils étaient répandus dans tous les pays, parce qu'il fallait qu'ils fussent quelque part, mais qu'ils n'en regardaient aucun comme le leur; qu'ils demeuraient dans le pays où ils faisaient bien leurs affaires, et qu'ils ne lui donnaient point d'autre titre que celui *du pays de leur résidence*. Qu'ils étaient liés par leur croyance à en agir ainsi, qu'ils étaient dans l'attente du Messie leur Prince, et qu'en attendant ils ne peuvent engager leur fidélité à aucun autre Prince que celui là auquel ils se réservent ¹

“ De tout cela, il concluait qu'un Juif né dans le Royaume, ne pouvait avoir le droit de siéger dans aucun Parlement dans les Domaines de sa Majesté, et que les Juifs naturalisés par l'acte du Parlement n'en pouvaient avoir plus de droit. Mais que la per-

1 Les objections faites ici par M. Bédard furent également discutées durant le débat de la Chambre des Communes d'Angleterre, en 1830, sur les droits politiques des Juifs. May en parle ainsi dans son *Histoire Constitutionnelle d'Angleterre*, Vol. II, pages 474 et 475: “ Les Juifs étaient peu nombreux, puisqu'on n'en comptait pas 30,000 dans le Royaume-Uni. Ils étaient inoffensifs et inactifs dans leurs rapports avec l'Etat, et sans caractère politique particulier. Il était même difficile d'imaginer des raisons politiques pour leur refuser la jouissance des droits civiques: on en trouva pourtant. Ils étaient si riches que, comme les nababs du siècle précédent, ils achèteraient des sièges dans le Parlement. Excellent argument, répondaient leurs amis, en faveur d'une réforme du Parlement plutôt que contre l'admission des Juifs. S'il avait quelque valeur, il s'appliquait avec la même force à tous les riches, qu'ils fussent Chrétiens ou Juifs. Mais ils ne sont d'aucun pays, répliquaient leurs adversaires; ils sont étrangers sur la terre et sans sympathie avec la population. Comptant sur les promesses scripturaires pour rentrer dans la terre sainte, ils ne sont pas citoyens, mais voyageurs dans les autres pays. S'il en était ainsi, reprenaient les amis des Juifs, attacheraient-ils du prix à ces droits de citoyens qu'on leur refusait? Auraient-ils le désir de servir un pays où ils seraient étrangers aux intérêts qui préoccupaient les autres hommes? Etaient-ils moins ardents dans les affaires, moins occupés de la guerre, de la politique, des finances de l'Etat; étaient-ils moins accessibles aux délicates influences de l'art, de la littérature et de la société? En quoi différaient-ils de leurs concitoyens chrétiens, sinon “ par ces liens?”